

## La France doit soutenir le peuple et le gouvernement grecs

### PCF – Conseil national du 10 juin 2015

Le PCF, réuni en Conseil national, est engagé dans la solidarité avec le peuple grec, son gouvernement et Syriza pour rompre avec les politiques d'austérité en Europe, et ouvrir une issue progressiste à la crise européenne. La mobilisation en France et en Europe pour soutenir le gouvernement grec dans les négociations européennes sera déterminante.

\*\*\*

Syriza et le gouvernement grec respectent le mandat qui leur a été confié par le peuple grec.

Ils respectent aussi les engagements de remboursement de la dette de l'État grec. La Grèce a versé 17 milliards d'euros à ses créanciers depuis janvier ; en revanche ces derniers n'ont pas effectué les versements prévus. Aujourd'hui, ils exigent d'Alexis Tsipras de nouvelles mesures d'austérité portant sur les retraites, et empêchant la reconstruction de conventions collectives. Le gouvernement grec tiendra bon, fort d'un soutien populaire très large.

La France ne peut continuer à couvrir les jusqu'au-boutistes de Bruxelles et de Berlin qui asphyxient financièrement tout un peuple, exigent de nouveaux reculs sociaux et empêchent un gouvernement de mener la politique pour laquelle il a été élu.

Notre pays doit prendre position et soutenir le mouvement de reconquête des droits sociaux et démocratiques qui émerge dans plusieurs pays, mettant en responsabilité des forces de gauche déterminées à en finir avec l'austérité et les politiques néolibérales.

L'inflexibilité des créanciers de la Grèce, malgré les erreurs des politiques imposées en 2010 et 2012, erreurs reconnues par le FMI lui-même, n'a pas de cause financière ou économique, mais bien politique. Ils cherchent à imposer à tous les peuples d'Europe l'idée qu'il n'y a pas d'alternative aux politiques d'austérité budgétaire.

Un accord raisonnable est cependant possible. Outre la mobilisation – cruciale – du peuple grec, celle des peuples et des forces progressistes d'Europe sera déterminante pour peser dans ces négociations.

\*\*\*

À l'issue du Forum européen des alternatives, Pierre Laurent a lancé deux appels :

- l'un aux personnalités françaises de gauche pour une délégation commune à l'Élysée exigeant un soutien officiel de la France à la Grèce ;
- l'autre à la participation des forces sociales, citoyennes, des forces progressistes françaises à **la semaine de solidarité européenne avec la Grèce, du 20 au 27 juin prochains**, qui sera en France marquée le 20 juin par des initiatives dans tout le pays et une manifestation à Paris.

La lutte du peuple et du gouvernement grecs contre l'austérité et pour la démocratie est celle de tous les peuples d'Europe ; c'est celle des communistes et de toutes les forces de progrès européennes pour changer l'Europe.